

**RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DU FINISTÈRE**

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation¹

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Finistère est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 23 reprises au cours de l'année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts

Le nombre de dossiers déposés dans le Finistère a connu, après 2 années de baisse consécutive, une nouvelle diminution assez marquée 13.7 % (2031 dossiers contre 2354 en 2017) alors que la baisse est de 10.7 % en Bretagne et de 10.1 % au niveau national.

La part de redépôt (c'est-à-dire les familles qui ont déjà, par le passé, sollicité la Commission de surendettement) diminue pour atteindre 43.71 % des dossiers déposés (contre 49.6% en 2017). Taux de redépôt en Bretagne 46.6% et 46.2% au niveau national.

L'éclatement de la cellule familiale, la perte d'un emploi, un départ en retraite non anticipé ou des problèmes de santé expliquent pour l'essentiel ces nouveaux dossiers.

La prévention de ces redépôts sera *de nouveau* en 2019 un axe de travail prioritaire du secrétariat de la Commission.

Recevabilité et orientation

Le taux d'irrecevabilité pour l'année 2018 s'établit à 4% contre 3.8 % en Bretagne et 4.6 % au niveau national.

Il baisse de 33.3% par rapport à l'année 2017 (cette diminution s'explique par l'application du ROAS 2018).

Le taux de dossier orientés vers une procédure de rétablissement personnel (sans LJ) augmente pour s'établir à 43.5% (contre 39.7% en 2017)

La proportion des dossiers orientés vers un plan de redressement définitif (14.9%) est plus importante que la région Bretagne (11.3%) et qu'au niveau national (7.7%) : *cette proportion est liée à la part plus importante des dossiers comportant un bien immobilier, notamment dans le Finistère sud.*

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes

Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ : 41.6% des dossiers traités (contre 41% en Bretagne et 41.5% en France).

Mesures imposées avec effacement partiel et sans effacement : 32% dans le Finistère, 36.4% en Bretagne et 38.5% au niveau national.

Mesures pérennes et mesures provisoires

La proportion des solutions pérennes réglant la situation de surendettement s'établit à 75.7% (74.8% en Bretagne et 76.6% au niveau national). En 2017, 82.6% dans le Finistère, 83.7% en Bretagne et 85.8% au niveau national.

¹ « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES
ORGANISMES TIERS**

| Relations avec les parties prenantes de la procédure | Nombre de réunions² | Objectif / Thème de la réunion |
|---|--|---|
| Tribunal ou greffe du tribunal | 2 réunions au TI Quimper | 22.02.18 Présentation du rapport d'activité 2017 25.06.18 Échanges sur les pratiques |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) | 1 réunion | 14.12.18 Assemblée générale de la CCAPEX du Finistère |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL) | 5 réunions 45 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | CAF, ADIL, COALLIA, ANLCI : surendettement et inclusion bancaire |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | 4 réunions 32 travailleurs sociaux assimilés rassemblés | CLCV, CRESUS, UFC QUE CHOISIR : surendettement et inclusion bancaire |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs... | 2 réunions | CRCA : surendettement et inclusion bancaire |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...) | 6 interventions | 3 pour des écoles primaires rurales dans le cadre de la semaine de l'argent 3 pour des établissements d'enseignement supérieur en économie sociale et familiale (ITES de Brest et Lycée CHAPTAL à Quimper) |

Relations avec les Tribunaux :

L'objectif de cette concertation visait à coordonner les relations entre le secrétariat de la commission et les acteurs judiciaires de la procédure: greffiers et juges.

Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés : transmission mensuelle d'un fichier crypté recensant les dossiers de surendettement recevables à la procédure et présentant une dette de loyer jusqu'en octobre 2018 dans l'attente du système d'information EXPLOC prévu pour mars 2019.

² (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

La coordination entre la procédure collective et la procédure du surendettement est toujours difficile à comprendre pour les débiteurs. Ces dossiers concernent d'anciens professionnels indépendants ayant bénéficié ou non d'une liquidation judiciaire, *titulaires de dettes considérées comme professionnelles dans le cadre de la procédure de surendettement*, ou les particuliers qui ont une double activité salariée ou indépendante rapportant *parfois très peu voire aucune ressource*.

Le Secrétariat de la Commission renforcera ses actions de communication sur ces sujets lors des interventions réalisées auprès de la sphère sociale en 2019.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Les situations juridiques des couples en instance de séparation (ou de personne possédant des biens en indivision) rendent difficiles l'élaboration de solutions pérennes du fait notamment de l'incertitude sur la répartition du patrimoine ou de l'occupation par l'un des membres du bien immobilier appartenant à la communauté.

La Commission oriente de plus en plus souvent ces dossiers en procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire afin de dénouer ces situations très complexes, *notamment en cas d'impossibilité de vendre l'ancien domicile de la famille (refus du conjoint ou habitation de ce bien par celui-ci)*.

Quimper le 19 février 2019,

Le président de la Commission
François-Xavier LORRE



Le secrétaire de la Commission
Denis Kervella



ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITE 2018

| Indicateurs | 2017 | 2018 | variation 2018/2017 (en %) |
|---|-------------|-------------|-------------------------------|
| Dossiers déposés | 2354 | 2031 | -13,7% |
| Proportion de dossiers déposés avec bien immobilier | | 23,5% | |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre) | 49,6% | 43,7% | |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre) | 13,3% | 8,7% | |
| Dossiers décidés recevables par la commission | 2140 | 1859 | -13,1% |
| Dossiers décidés irrecevables par la commission | 135 | 90 | -33,3% |
| Dossiers orientés par la commission | 2161 | 1869 | -13,5% |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier | | 43,6% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ) | 39,7% | 43,5% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 1,9% | 1,9% | |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes | 58,4% | 54,6% | |
| Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G) | 2315 | 2250 | -2,8% |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A) | 6,6% | 6,0% | |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B) | 5,8% | 4,0% | |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C) | 35,9% | 41,6% | |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D) | 1,7% | 1,5% | |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E) | 19,4% | 14,9% | |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</i> | 12,9% | 8,8% | |
| <i>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)</i> | 6,6% | 6,1% | |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G) | 30,1% | 32,0% | |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</i> | | 23,8% | |
| <i>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</i> | | 13,5% | |
| <i>Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)</i> | | 8,3% | |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H) | | 75,7% | |
| Dossiers jugés recevables à la suite d'un recours sur la décision d'irrecevabilité ou déchéance | | 15 | |
| Dossiers jugés irrecevables à la suite d'un recours sur la décision de recevabilité | | 6 | |

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

| Indicateurs | Données commission | Données région | Données nationales (France métropolitaine) |
|--|---------------------------|-----------------------|---|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables* | 4,0% | 3,8% | 4,6% |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ* | 41,6% | 41,0% | 41,5% |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs* | 14,9% | 11,3% | 7,7% |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 32,0% | 36,4% | 38,5% |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement* | 75,7% | 74,8% | 76,6% |

*en % de dossiers traités

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ TYPLOGIE DE L'ENDETTEMENT

| Nom géographique | Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Finistère | Dettes financières | 69 522 | 1 658 | 7 596 | 76,7% | 88,5% | 14 752 | 4,0 |
| | <i>dont dettes immobilières</i> | 39 660 | 423 | 843 | 43,7% | 22,6% | 84 301 | 2,0 |
| | <i>dont dettes à la consommation</i> | 28 361 | 1 449 | 5 445 | 31,3% | 77,3% | 10 571 | 3,0 |
| | <i>dont autres dettes financières</i> | 1 501 | 1 047 | 1 308 | 1,7% | 55,9% | 880 | 1,0 |
| | Dettes de charges courantes | 6 232 | 1 437 | 5 390 | 6,9% | 76,7% | 2 626 | 3,0 |
| | Autres dettes | 14 898 | 1 052 | 2 253 | 16,4% | 56,1% | 1 408 | 2,0 |
| | Endettement global | 90 653 | 1 874 | 15 239 | 100,0% | 100,0% | 18 424 | 7,0 |

| Nom géographique | Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Bretagne | Dettes financières | 235 443 | 6 193 | 28 000 | 75,5% | 87,5% | 13 303 | 4,0 |
| | <i>dont dettes immobilières</i> | 126 962 | 1 313 | 2 653 | 40,7% | 18,6% | 85 305 | 2,0 |
| | <i>dont dettes à la consommation</i> | 102 460 | 5 442 | 20 408 | 32,9% | 76,9% | 10 436 | 3,0 |
| | <i>dont autres dettes financières</i> | 6 020 | 3 867 | 4 939 | 1,9% | 54,7% | 842 | 1,0 |
| | Dettes de charges courantes | 31 260 | 5 808 | 25 891 | 10,0% | 82,1% | 3 088 | 4,0 |
| | Autres dettes | 44 948 | 4 276 | 9 990 | 14,4% | 60,4% | 1 663 | 2,0 |
| | Endettement global | 311 650 | 7 075 | 63 881 | 100,0% | 100,0% | 17 866 | 8,0 |

| Nom géographique | Type de dettes | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|-----------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| France métropolitaine | Dettes financières | 4 925 046 | 128 335 | 600 838 | 74,6% | 86,8% | 14 884 | 4,0 |
| | <i>dont dettes immobilières</i> | 2 321 153 | 21 505 | 37 583 | 35,2% | 14,5% | 93 503 | 1,0 |
| | <i>dont dettes à la consommation</i> | 2 493 589 | 115 651 | 474 676 | 37,8% | 78,2% | 12 734 | 3,0 |
| | <i>dont autres dettes financières</i> | 110 304 | 70 537 | 88 579 | 1,7% | 47,7% | 800 | 1,0 |
| | Dettes de charges courantes | 818 332 | 120 167 | 484 522 | 12,4% | 81,3% | 3 507 | 3,0 |
| | Autres dettes | 854 730 | 82 524 | 184 380 | 13,0% | 55,8% | 1 696 | 2,0 |
| | Endettement global | 6 598 108 | 147 853 | 1 269 740 | 100,0% | 100,0% | 19 426 | 8,0 |